

Cote du document: EC 2018/101/INF.1
Point de l'ordre du jour: 4
Date: 30 mai 2018
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

République du Cameroun
Atelier national conjoint FAO-FI DA-PAM
sur l'évaluation de la stratégie
et du programme de pays

Note aux membres du Comité de l'évaluation

Responsables:

Questions techniques:

Oscar A. Garcia
Directeur du Bureau indépendant
de l'évaluation du FIDA
téléphone: +39 06 5459 2274
courriel: o.garcia@ifad.org

Michael Carbon
Fonctionnaire principal
chargé de l'évaluation
Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA
téléphone: +39 06 5459 2935
courriel: m.carbon@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Comité de l'évaluation — Cent unième session
Rome, 27 juin 2018

Pour: Information

République du Cameroun

Atelier national conjoint FAO-FIDA-PAM

sur l'évaluation de la stratégie et du programme de pays

1. Introduction. En 2017, le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) a procédé à une évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP) en République du Cameroun. La même année, les bureaux de l'évaluation de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial (PAM) ont procédé à une évaluation du programme de leur organisation au Cameroun. La possibilité d'effectuer les évaluations conjointement a été envisagée mais n'a pas pu être concrétisée, les stratégies et programmes de pays des trois organisations ayant trop peu de points communs. Toutefois, il a été convenu avec le Gouvernement camerounais d'organiser un atelier national conjoint à Yaoundé pour présenter les résultats des trois évaluations aux parties prenantes nationales, et en débattre. L'atelier, organisé en collaboration avec le Ministère camerounais de l'agriculture et du développement rural, s'est tenu les 1^{er} et 2 février 2018 – il s'agissait du premier atelier national relatif à l'évaluation organisé conjointement par les trois organismes ayant leur siège à Rome. IOE a assumé la direction s'agissant d'organiser l'atelier, d'élaborer la note conceptuelle, d'assurer la liaison avec les autorités nationales et les deux autres organisations, et de coordonner la logistique de l'atelier.
2. Objectifs. Les principaux objectifs de l'atelier conjoint étaient les suivants:
 - i) mettre en commun les conclusions et recommandations clés tirées des évaluations au niveau du pays réalisées par les trois organisations; et ii) réfléchir sur les aspects intéressant l'élaboration des futures stratégies de pays et interventions au Cameroun. En outre, la manifestation visait à mettre en lumière les exemples de collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome, notamment les principaux facteurs de réussite, et à permettre l'examen des possibilités de collaboration future entre les trois organisations au Cameroun.
3. Participants. Quelque 120 personnes ont participé à l'atelier, à savoir: des représentants du Gouvernement camerounais, du FIDA, de la FAO et du PAM; des organismes multilatéraux et bilatéraux de développement, y compris le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation internationale du Travail, l'Agence japonaise de coopération internationale et l'Union européenne; des institutions universitaires et des institutions de recherche; des ONG; et des personnes ressources. Le Ministre de l'agriculture et du développement rural a officiellement ouvert l'atelier, en présence des personnalités suivantes: la Ministre camerounaise de la promotion de la femme et de la famille; le Ministre délégué auprès du Ministre de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire; le Secrétaire d'État du Ministère des forêts et de la faune; et le Coordonnateur résident du système des Nations Unies au Cameroun.
4. Collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome au Cameroun. Il est ressorti des trois évaluations que la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome au Cameroun a été principalement limitée à leur participation aux forums de coordination des donateurs liés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. La FAO et le PAM collaborent pour générer des informations relatives à la sécurité alimentaire nationale. Le Centre d'investissement de la FAO est chargé par le FIDA de dépêcher des experts techniques lors des missions de conception et de supervision des projets. Le PAM héberge le Bureau infranational de la FAO à Maroua (région de l'Extrême-Nord) et, lorsque l'atelier a eu lieu, le directeur de pays du PAM assurait la fonction de Représentant par intérim de la FAO. Le PAM et la FAO ont également travaillé conjointement à la conception de projets communs (par exemple, un programme de jardins scolaires).

5. L'examen d'autres évaluations effectuées dans la région par les trois bureaux de l'évaluation a fait apparaître que les collaborations fructueuses entre les trois organisations ont été rendues possibles par: les objectifs communs des organisations et leur aptitude à unir leurs efforts; les ressources disponibles – dans certains cas mobilisées conjointement; la valeur ajoutée manifeste de la collaboration; et les fortes complémentarités entre les contributions des organisations. Les relations interpersonnelles ont également joué un rôle important dans l'établissement des collaborations. Les principaux obstacles à la collaboration mis en évidence par les évaluations ont tenu aux différences inhérentes concernant les mandats, les modalités d'exécution, les domaines d'intervention, les mécanismes de financement, les cycles de programmation et les partenaires nationaux.
6. Points essentiels de l'atelier. Au cours de l'atelier, les participants sont convenus qu'il fallait mieux intégrer le ciblage et l'égalité entre les sexes dans la conception des projets, en s'appuyant sur de bonnes analyses de la vulnérabilité et de la problématique femmes-hommes. Le ciblage doit aller au-delà du ciblage géographique, avec davantage d'interventions ciblant spécifiquement les groupes les plus vulnérables et un suivi plus étroit des mécanismes d'exclusion éventuels.
7. Les participants ont proposé divers domaines susceptibles de se prêter à une collaboration entre les trois organisations à l'avenir, notamment: le renforcement des capacités des pouvoirs publics en matière de coordination de la stratégie nationale de développement rural; la création d'un système national d'informations sur la sécurité alimentaire; la promotion des entreprises de jeunes ruraux, en particulier dans le secteur de l'aquaculture; et la production et la multiplication de semences.
8. Au cours de l'atelier, les participants ont souligné à maintes reprises le rôle prépondérant joué par les pouvoirs publics en ce qui concerne la performance des projets et la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome. Étant donné que les projets financés par le FIDA sont mis en œuvre par l'administration publique, leur performance dépend dans une large mesure des capacités des équipes de gestion nommées par les pouvoirs publics et de la supervision assurée par les ministères de tutelle. De même, la décision d'associer la FAO ou le PAM à des projets financés par le FIDA constitue une prérogative des autorités publiques. Ainsi, au Cameroun, toute collaboration fructueuse entre le FIDA et la FAO ou le PAM doit être établie sous la houlette du gouvernement.
9. Enseignements tirés. L'atelier national a permis de faire connaître les conclusions et recommandations de l'ESPP, et a bénéficié d'une forte participation des représentants des pouvoirs publics. Le fait de tenir un atelier conjoint sur l'ESPP avec la FAO et le PAM a incontestablement permis de rendre la manifestation plus visible et d'attirer davantage l'attention du gouvernement, des partenaires de développement et des médias. Cet atelier a par ailleurs donné l'occasion d'examiner avec un large éventail de parties prenantes la collaboration entre les trois organisations au Cameroun et de mettre en lumière les possibilités de collaboration ainsi que les obstacles à surmonter.
10. Le partage des coûts entre les organismes ayant leur siège à Rome et le gouvernement a permis de réduire la charge financière pour IOE par rapport aux manifestations similaires organisées dans d'autres pays. Le gouvernement a généreusement contribué à la tenue de l'atelier en organisant un dîner de gala, en détachant du personnel et en assurant un service de sécurité.

11. Toutefois, la manifestation étant conjointe, le temps accordé aux présentations et aux débats a dû être partagé entre les trois équipes d'évaluation, ce qui s'est traduit par une réduction du temps consacré aux problèmes propres à chacun des organismes. L'organisation de l'atelier a également exigé beaucoup plus d'efforts, car il a fallu consulter et coordonner davantage de partenaires que pour un atelier concernant un seul organisme.